

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX
ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-
durable.gouv.fr

Nevers, le 25/03/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES

ZI de Villemenant
58130 Guérigny

Références : 250136
Code AIOT : 0005401788

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement AXEREAAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES, implanté ZI de Villemenant - 58130 Guérigny.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES_Guérigny
- ZI de Villemenant 58130 Guérigny
- Code AIOT : 0005401788 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

AXEREAAL exploite sur le territoire de la commune de Guérigny une installation de stockage de céréales ainsi qu'un stockage d'engrais. Le fonctionnement des installations est assuré par une équipe de 3 salariés sous la responsabilité d'un responsable de site.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
7	Détection automatique	Arrêté Préfectoral du 05/11/2001, article 2.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Prévention de la pollution	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récépissé de déclaration	Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48	
2	Réalisation du contrôle périodique	Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57	
3	Suites données au contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1	
4	État des stocks d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	
5	Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	
6	Éclairages et installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/11/2001, article 2.5	
8	Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	
9	Équipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	
10	Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Le site est apparu correctement exploité et la responsable adjointe du site sait gérer correctement les installations.

Une mise en demeure au préfet est proposée dans le cadre de la sécurité des installations (détection fumées) et de la prévention de la pollution au niveau de l'aire de dépotage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récépissé de déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48	
Thème(s) :	Actions nationales 2024 Déclaration
Prescription contrôlée : Article R. 512-47 I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. Article R. 512-48 - Il est délivré immédiatement par voie électronique une preuve de dépôt de la déclaration.	
Constats : Les installations exploitées par AXEREAL sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY sont soumises à autorisation, il n'y a donc pas de déclaration à produire de la part de l'exploitant.	
Respect de la prescription :	Prescription inadaptée
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	Sans Objet


N° 2 : Réalisation du contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57	
Thème(s) : Actions nationales 2024 Contrôle périodique	
Prescription contrôlée : I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA "). II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (" EMAS "), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.	
Constats : Le site étant classé à autorisation, la prescription est sans objet.	
Respect de la prescription :	Prescription inadaptée
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans Objet	


N° 3 : Suites données au contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1	
Thème(s) : Actions nationales 2024 Contrôle périodique	
Prescription contrôlée : <p>Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</p> <p>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</p> <p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.</p> <p>L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :</p> <p>1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;</p> <p>2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;</p> <p>3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.</p> <p>Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.</p>	
Constats : <p>Le site étant soumis à autorisation, cette prescription ne s'applique pas.</p>	
Respect de la prescription :	Prescription inadaptée
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	Sans Objet


N° 4 : État des stocks d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	
Thème(s) : Actions nationales 2024 État des stocks et situation	
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.	
Constats : L'état des stocks est réalisé via un logiciel rempli quotidiennement pour toute marchandise, notamment les phytosanitaires et les engrais. Chaque entrée et venue d'ammonitrates ou autres produits est comptabilisé. Un plan mis à jour est affiché dans le local d'accueil, avec la localisation par type d'engrais dans le bâtiment.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 5 : Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	
Thème(s) : Actions nationales 2024 Gestion des combustibles et des matières incompatibles	
Prescription contrôlée : Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5. Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs : <ul style="list-style-type: none">- les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...),- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale,- le nitrate d'ammonium technique,- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.	
Constats : A l'intérieur du bâtiment de stockage d'engrais sont stockés des produits alimentaires (relais colis à destination des agriculteurs et des particuliers) ainsi que du petit matériel agricole (ficelles, etc.). Bien qu'interdit dans l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006, au regard de leur éloignement à plus de 20 mètres des premiers stockages de big-bag d'engrais, le stockage (d'une quantité très faible de l'ordre de 100 m ²) dans une partie éloignée des engrais du bâtiment de stockage des engrais ne constitue pas une non-conformité majeure. Enfin, il s'est avéré que l'exploitant stocke au sein du bâtiment engrais des chlorures de potassium. Ceux-ci sont utilisés en mélange aux engrais pour les agriculteurs. Ils sont stockés à part et de manière éloignée des stocks d'engrais.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réfléchira à stocker les produits combustibles et le chlorure de potassium dans un autre bâtiment de façon à respecter la lettre de l'arrêté ministériel.	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 6 : Éclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2001, article 2.5	
Thème(s) : Risques accidentels Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique	
Prescription contrôlée : L'éclairage doit être assuré par des lampes électriques protégées ne pouvant être heurtées lors de l'exploitation de produits ; les coupes-circuits et les fusibles doivent être situés à l'extérieur du hall de stockage. L'emploi d'installation mobile type baladeuse est interdit. Ces installations électriques doivent faire l'objet d'une vérification annuelle confiée à un organisme compétent. Le rapport de vérification doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	
Constats : L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il n'y a pas de lampes suspendues au sein du bâtiment. Les installations électriques ne sont pas en contact avec les engrais. Le transformateur de puissance électrique est à l'extérieur des bâtiments de stockage. Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin. La dernière vérification des installations électriques a eu lieu le 21/08/2024. Pas d'anomalies constatées.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 7 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2001, article 2.6		
Thème(s) : Actions nationales 2024 Existence et adaptée au stockage		
Prescription contrôlée : Le hall de stockage doit être pourvu de détecteurs automatiques d'incendie ou de combustion. Leur nombre et leur implantation doivent permettre de détecter les fumées en moins d'un quart d'heure après l'apparition de la fumée au niveau des produits stockés. Ces détecteurs doivent déclencher une alarme locale, reportée hors du site en dehors des heures d'exploitation de l'établissement et permettant de donner l'alerte à l'extérieur déclenchant des procédures d'intervention [...]		
Constats : Il n'existe aucun détecteur de fumées, d'incendie, de chaleur ou de gaz dans le bâtiment de stockage.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 3 mois		


N° 8 : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	
Thème(s) :	Actions nationales 2024 Proximité des stockages des moyens eau
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.	
Constats : Un poteau incendie est présent à proximité des bâtiments.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 9 : Équipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	
Thème(s) : Actions nationales 2024 Moyens de lutte contre l'incendie	
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.	
Constats : 49 extincteurs sont répartis sur le site. Ils font l'objet d'une vérification annuelle, la dernière ayant été effectuée le 16/04/2024.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 10 : Accessibilité du site au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	
Thème(s) : Actions nationales 2024 Accessibilité pour l'intervention des SDIS	
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.	
Constats : Les installations sont accessibles aux moyens d'intervention du SDIS sur plusieurs façades. Des exercices sont organisés régulièrement. L'exploitant devra fournir la date du dernier exercice et le cas échéant en organiser un nouveau, dont le rapport devra être fourni à l'inspection.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 11 : Prévention de la pollution

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1		
Thème(s) : Risques chroniques Prévention de la pollution		
Prescription contrôlée : La société SCA AXEREAL, exploitant une installation de stockage de céréales, sise rue Vauban sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY, est mise en demeure de respecter à compter de la notification du présent arrêté : [...] - dans un délai de trois mois : les dispositions prévues aux articles A2.3 et A2.6 de l'arrêté du 12 janvier 1989 susvisé, « en mettant en place une aire de dépotage dédiée au ravitaillement des engins ».		
Constats : L'exploitant a réalisé une plate-forme en béton sur laquelle le camion ravitailleur se dispose pour dépoter. Lors de ce dépotage, il place tout autour du camion des boudins absorbants, et ferme l'évacuation des eaux. Cette procédure n'est pas fiable. L'exploitant devra donc réaliser une aire de dépotage avec débourbeur-déshuileur, considérant la présence proche de la rivière Nièvre.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 3 mois		